

**Non classifié**

**GOV/PGC/PEM(2006)2**

Organisation de Coopération et de Développement Economiques  
Organisation for Economic Co-operation and Development

**31-May-2006**

**Français - Or. Anglais**

**DIRECTION DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE ET DU DÉVELOPPEMENT TERRITORIAL  
COMITÉ DE LA GOUVERNANCE PUBLIQUE**

**Groupe de travail sur l'emploi et la gestion publics**

**QUESTIONNAIRE POUR LA COMPARAISON DE L'EMPLOI DANS LE DOMAINE PUBLIC ENTRE  
LES PAYS DE L'OCDE**

**Mai 2006**

Pour toute question ou information complémentaire, veuillez contacter Elsa PILICHOWSKI :  
Tél. : +33 1 45 24 76 12, Fax : +33 1 44 30 63 86, E-mail : [elsa.pilichowski@oecd.org](mailto:elsa.pilichowski@oecd.org) et Edouard  
TURKISCH: Tél. : +33 1 45 24 85 68, Fax : +33 1 44 30 63 86, E-mail : [edouard.turkisch@oecd.org](mailto:edouard.turkisch@oecd.org)

**JT03209885**

Document complet disponible sur OLIS dans son format d'origine  
Complete document available on OLIS in its original format

**GOV/PGC/PEM(2006)2**  
**Non classifié**

**Français - Or. Anglais**

## INTRODUCTION

### Informations générales

1. Le Comité de la Gouvernance Publique de l'OCDE a mandaté la Direction pour la Gouvernance Publique et le Développement Territorial de l'OCDE (GOV) pour commencer à développer des données comparables et des indicateurs de bon gouvernement et de services publics efficaces dans son programme de travail pour 2005-2006.

2. Dans le cadre général du projet, GOV a été mandatée afin de développer une nouvelle méthodologie visant à rassembler des données comparables sur l'emploi public.

3. Actuellement, du fait de difficultés méthodologiques, il n'existe pas de données de comparaison internationale sur l'emploi public qui donnent aux praticiens des informations bonnes et comparables sur la taille et le poids de l'emploi dans le domaine public entre les pays membres de l'OCDE. Entre les pays, et même à l'intérieur des pays, selon les sources d'information, les définitions d'« administration » d'« organisations gouvernementales », de « secteur public » et de « domaine public » varient significativement. Ces problèmes de définition ont affecté toutes les tentatives faites pour rassembler des données de sources administratives nationales comparables (y compris la collecte de longue date de GOV des données à travers le questionnaire nommé « Rémunérations et Emploi dans le Secteur Public – PSPE »). La cohérence avec le Système de Comptabilité Nationale (SCN) est rarement possible. De surcroît, le manque de données d'emploi comparables empêche la mesure de la productivité des administrations entre les pays.

4. Réaliser une classification cohérente et acceptable nécessite une nouvelle définition du domaine public – comprenant à la fois des caractéristiques organisationnelles/institutionnelles et les méthodes et sources de financement de ces organisations. Le plus important est que la classification se doit d'être cohérente avec le SCN, et ceci pour deux raisons. D'abord, la classification du SCN reflète un consensus relativement bien établi concernant les composantes du secteur public. Ensuite, rapprocher une classification de l'emploi dans le domaine public des classifications sectorielles du SCN donnera la possibilité de « trianguler » les données d'emploi car, une fois certaines hypothèses concernant des salaires moyens établies, on pourra recouper les totaux d'emplois avec des données financières. C'est dans cette optique que cette enquête a été conçue. L'Annexe Technique fournit l'ensemble des détails.

5. Le critère global de ce qui constitue l'emploi dans le domaine public peut raisonnablement être défini comme étant celui de la responsabilité contingente pour les coûts de personnel. Ceci revient à faire l'hypothèse que l'emploi dans le domaine public est celui qui rassemble les emplois dont le coût revient, *in fine* et quoi qu'il arrive, au secteur public dans le cas d'une menace majeure concernant la continuité dans la délivrance des services. Ceci est sans doute une définition large, et en son sein, des sous-domaines peuvent être définis, caractérisant la nature de la responsabilité contingente, allant du formel et explicite à l'informel et implicite.

6. L'emploi dans le domaine public aux niveaux national et infranational peut être désagrégé en quatre sous-domaines (voir l'Annexe Technique à la fin du questionnaire pour les spécifications techniques) :

Sous-domaine (i): Employés dans la fourniture directe de services dans le domaine public (entités publiques financées par des fonds publics).

Sous-domaine (ii): Employés dans la fourniture indirecte de services dans le domaine public (entités privées financées majoritairement par des fonds publics, concernant principalement les services de l'éducation, de la santé et les services sociaux)<sup>1</sup>.

Sous-domaine (iii): Employés dans la fourniture de services par les entreprises publiques (entités publiques fournissant des services sur une base marchande<sup>2</sup>).

Sous-domaine (iv): Employés dans la fourniture dévolue de services dans le domaine public (services sous-traités et unités privées fournissant des services sur une base marchande mais avec une protection légale de leur position marchande – sociétés et quasi-sociétés, bénéficiant d'une concession légale de services).

7. Dans un contexte de difficultés significatives et bien reconnues de définitions concernant l'emploi public, ce nouveau projet est ambitieux et aura une certaine visibilité internationale. Cependant, nous nous attendons à ce que le travail demandé dans ce contexte aux pays membres soit limité grâce une utilisation maximale de bases de données nationales existantes, avec peu ou pas de collectes de nouvelles données.

### Objectifs de l'enquête

8. Ce questionnaire collectera des données d'emploi concernant principalement trois des quatre sous-domaines de l'emploi dans le domaine public (les données demandées concernant les emplois dans le sous-domaine (iv) sont très limitées). Les données ainsi collectées pour ces sous-domaines seront :

1. Comparables entre les pays permettant ainsi de faire des comparaisons robustes entre les situations des différents pays.
2. Cohérentes avec la classification en sous-secteurs institutionnels des Comptes Nationaux, permettant de faire des recoupements entre les données d'emploi et les données financières.
3. Fournies avec un minimum d'efforts additionnels par les pays membres de l'OCDE.

Les résultats de l'étude mesureront l'emploi dans le domaine public et seront primordiaux pour comparer la productivité entre les administrations, et pour mieux comprendre, entre les pays membres de l'OCDE, les choix des gouvernements en matières de financements et de formes organisationnelles pour la délivrance des services.

- 
1. Ce groupe peut également inclure des personnes rémunérées qui ne sont pas des employés directs de l'administration, par exemple des médecins indépendants opérant dans le secteur privé (mais rémunérés directement ou indirectement par des fonds publics, en totalité ou majoritairement), etc.
  2. Les producteurs marchands qui seraient classifiés dans le Secteur des Administrations Publiques sont pris en compte dans le sous-domaine (i). Voir Annexe Technique.

Les résultats de l'étude seront partagés avec les statisticiens qui ont rempli le questionnaire, afin d'assurer la cohérence et la comparabilité entre les pays. Les résultats seront ensuite pleinement discutés à la réunion d'automne 2006 du Groupe de Travail de l'OCDE sur l'Emploi et la Gestion Publics (anciennement Groupe de Travail sur la Gestion des Ressources Humaines), et ensuite publiés dans la publication biannuelle sur *l'État de l'Emploi Public* (titre préliminaire) au début de l'année 2007.

### **Procédures et calendrier**

9. Afin de remplir ces objectifs, GOV demande l'assistance des membres du Groupe de Travail sur l'Emploi et la Gestion Publics pour établir le contact avec les statisticiens en charge des données d'emploi dans les pays, qui seront les répondants clef pour déterminer comment les données existantes doivent être interprétées.

10. En parallèle avec le questionnaire, GOV fournit une fiche spécifique à chaque pays relatant les sources de données dont nous connaissons l'existence (données déjà fournies par le passé à l'OCDE). Elles aideront les statisticiens de l'emploi identifiés dans le choix et l'utilisation des différentes sources de données disponibles au niveau national (SCN, enquêtes de main-d'œuvre, recensements, données budgétaires, etc.) à compléter le questionnaire avec des efforts minimums.

**Les questionnaires devront être retournés à GOV (OECD) au plus tard le 17 juillet 2006. Nous encourageons fortement les statisticiens en charge de la collecte des données de contacter le Secrétariat tôt dans la procédure afin de commencer un dialogue sur les réponses au questionnaire pour leur propre pays.**

### **Structure du questionnaire**

11. Le questionnaire est divisé en deux parties. La Partie I a pour objet de comparer les emplois totaux. La Partie II a pour objet de comparer les rémunérations et les coûts salariaux entre pays.

12. La Partie I vise à collecter les données sur des catégories de l'emploi dans le domaine public, qui peuvent alors être combinées pour former les sous-domaines clef de l'emploi dans le domaine public. (Nous laissons par ailleurs la possibilité de répondre avec des nombres agrégés si certaines décompositions ne sont pas disponibles.) L'Annexe Technique montre comment ces catégories sont liées aux sous-domaines et aux classifications utilisées dans le Système de Comptabilité Nationale.

13. Les données demandées se réfèrent principalement à des données en équivalents temps plein.

14. Il est important de noter que toutes les formes d'emplois salariés (statutaires, contractuels, ou occasionnels) sont prises en compte, quel que soit le mode de financement. Tous les niveaux de gouvernement (central, local, fonds de sécurité sociale dans le secteur des Administrations Publiques, etc.) sont alors pris en compte concernant la source de financements.

15. Le questionnaire est organisé comme suit (les nombres entre crochets correspondent aux catégories décrites en Annexe).

### ***Partie 1: Données d'emploi***

Section 1 : Informations sur les organisations publiques et privées classifiées dans le secteur des Administrations Publiques:

- (1) le Secteur des Administrations Publiques sauf institutions privées sans but lucratif ; et
- (2) les institutions privées sans but lucratif classifiées dans le secteur des Administrations Publiques

Cette section traite de :

- Données agrégées par niveau de gouvernement ;
- Décomposition par sous-secteurs fonctionnels et décomposition des sous-secteurs fonctionnels par niveaux de gouvernement ;
- Décomposition par tâches.

Section 2 : Informations sur les organisations privées, financées majoritairement par des fonds publics mais non classifiées dans le secteur des Administrations Publiques:

- (3) Institutions sans but lucratif au service des ménages, financées à plus de 50% par des fonds publics ;
- (4) Institutions sans but lucratif marchandes, indirectement financées à plus de 50% par des fonds publics ; et
- (5) Sociétés et quasi-sociétés privées (indirectement) financées à plus de 50% par des fonds publics.

Section 3 : Informations sur (6) les (quasi-)sociétés publiques.

Section 4 : Informations sur :

- (7) Le recours à des services sous-traités ; et:
- (8) Emploi et activités dans les sociétés et quasi sociétés bénéficiant de concessions de services.

Section 5 : Informations supplémentaires et sources d'information.

### ***Partie 2: Données agrégées de coûts salariaux et masse salariale***

Cette partie concerne seulement :

- (1-2) le secteur des Administrations Publiques.

#### **Assistance**

Pour toutes questions ou informations complémentaires, veuillez contacter Elsa PILICHOWSKI :  
Tel : +33 1 45 24 76 12, Fax : + 33 1 44 30 63 86, E-mail : [elsa.pilichowski@oecd.org](mailto:elsa.pilichowski@oecd.org) et Edouard  
TURKISCH : Tel : +33 1 45 24 85 68, Fax : + 33 1 44 30 63 86, E-mail : [edouard.turkisch@oecd.org](mailto:edouard.turkisch@oecd.org)

## TABLE DES MATIÈRES

|   |           |
|---|-----------|
| Informations générales .....  | 2         |
| Objectifs de l'enquête.....   | 3         |
| Procédures et calendrier .....  | 4         |
| Structure du questionnaire.....   | 4         |
| Assistance.....   | 5         |
| <b>PARTIE I : DONNÉES D'EMPLOI .....</b>  | <b>7</b>  |
| Section 1 : Information sur les organisations publiques et privées classifiées dans le secteur des Administrations Publiques .....  | 7         |
| Section 2: Unités privées qui sont majoritairement financées par des fonds publics et non classifiées dans le secteur des Administrations Publiques (catégories 3, 4 et 5)..... | 14        |
| Section 3: les (quasi-)sociétés publiques (6) .....   | 16        |
| Section 4: Services sous-traités (7) et concessions (8).....  | 17        |
| Section 5: Informations supplémentaires et sources d'information pour la partie I.....  | 20        |
| <b>PARTIE II: DONNÉES AGRÉGÉES DE COÛTS SALARIAUX ET DE MASSE SALARIALE .....</b>   | <b>21</b> |
| <b>ANNEXE TECHNIQUE .....</b>   | <b>24</b> |
| Catégories de données collectées .....  | 24        |
| Problèmes auxquels cette étude répond.....  | 25        |

## QUESTIONNAIRE

### PARTIE I : DONNÉES D'EMPLOI

#### Section 1 : Information sur les organisations publiques et privées classifiées dans le secteur des Administrations Publiques

Cette section concerne l'emploi dans les types d'unités suivantes :

1. le secteur des Administrations Publiques à l'exception des institutions privées sans but lucratif ; et
2. les institutions privées sans but lucratif classifiées dans le secteur des Administrations Publiques.

##### *1.1. Niveaux agrégés, décomposition par niveaux de gouvernement*

Vous pouvez utiliser différents études/sources pour remplir les catégories requises. Veuillez garder, si possible, la même méthode de calcul entre les années afin de permettre des considérations de tendances. Veuillez fournir les données à partir de toutes les sources disponibles. La fiche jointe, spécifique à chaque pays sur des sources d'emploi peut avoir des informations utiles. Comme les institutions privées sans but lucratif concernent principalement l'éducation (par exemple des écoles privées), la santé (par exemple certains hôpitaux privés) et des services sociaux (certaines associations à caractère social), des informations pertinentes peuvent être disponibles dans le secteur ou ministère concerné ou dans des études spécifiques sur ces secteurs.

Veuillez noter que vous pouvez utiliser des sources complètement différentes si elles sont plus adaptées.

Si des décompositions ne sont pas disponibles, vous pouvez fournir les données les plus proches dont vous disposez, et fournir des explications sur les différences avec les données demandées (par exemple si cela inclut certaines entreprises publiques, ou si cela inclut/exclut les institutions privées sans but lucratif comme des écoles privées ou des hôpitaux privés, ou si cela inclut toutes les agences et tous les types d'emplois salariés). Veuillez alors fournir des données approximatives sur les différences correspondantes en terme d'emplois et fournir des commentaires sur les formes organisationnelles de ces unités.

La décomposition par niveaux d'administration devrait suivre, de façon aussi proche que possible, la décomposition présentée dans les Comptes Nationaux. Elle peut suivre un critère financier (l'unité qui finance) ou un critère administratif. Vous pouvez adapter la décomposition proposée (y compris en supprimant les lignes comme « États » ou « Sécurité sociale »), selon les données disponibles.

Les totaux se réfèrent autant que possible à des emplois en équivalents temps plein. Si ce n'est pas possible, ils peuvent se référer par exemple à des nombres d'employés. Différentes sources compilées peuvent mener à différentes mesures pour différentes parties des Administrations Publiques. Afin de comparer de façon adéquate les données avec l'emploi salarié total dans l'économie, nous demandons de préciser clairement les différentes les mesures utilisées et les champs correspondants.

1.1.1. *Données de base*

a. Veuillez compléter le tableau suivant

|   | <b>2005 ou dernière année disponible:</b>  |  |   |
|---|--|--|---|
|   | <b>Catégorie 1</b><br>Secteur des Administrations Publiques sans les<br>ISBL privées | <b>Catégorie 2</b><br>ISBL privées dans Secteur des<br>Administrations Publiques | <b>Total Secteur des Administrations<br/>Publiques (catégories 1+2)</b> |
| <b>Total</b>  |  |  |   |
| Administration centrale/fédérale                          |  |  |   |
| États fédérés (Si présents dans les<br>Comptes Nationaux) |  |  |   |
| Administrations locales                                   |  |  |   |
| Sécurité sociale  |  |  |   |

Note : ISBL = institutions sans but lucratif.

Si la mesure de l'emploi diffère entre sources utilisées, veuillez préciser comment elles ont été compilées (préciser en outre clairement le champ et la mesure de chaque source utilisée).

Si différentes mesures de emploi sont disponibles (par exemple nombre de employés vs. temps plein équivalents), veuillez les fournir dans des tables séparées.

Sources :

Commentaires :



- b. Veuillez fournir le(s) même(s) tableau(x) pour les années 2000 (ou année la plus proche) et 1995 (ou année la plus proche), en utilisant si possible les mêmes sources de données et méthodes de calculs.

*1.1.2. Questions sur les données*

Veillez répondre aux questions suivantes en relation avec les données fournies ci-dessus.

- a. Veuillez préciser si la décomposition de l'emploi par niveau d'administration (central/fédéral, régional, local, et sécurité sociale) suit la décomposition de niveaux de gouvernement du secteur des Administrations Publiques comme il est décrit dans les Comptes Nationaux (vous pouvez en particulier préciser la situation de la Sécurité Sociale, selon les décompositions disponibles) :
- b. Veuillez préciser si les données fournies correspondent aux catégories (1) et (2) définies et au secteur des Administrations Publiques. Si ce n'est pas le cas, veuillez préciser quelles unités sont concernées ou quel type de emploi (dans les unités prises en compte dans les données) :

Veillez fournir des estimations correspondantes en terme de nombres de employés.

- c. Y a-t-il eu des re-classifications significatives dans ou hors secteur des administrations publiques durant la dernière décennie ? Si oui, veuillez préciser le nombre d'employés affectés :

*1.1.3 Commentaires*

Veillez ajouter les commentaires que vous souhaitez faire sur les données fournies ci-dessus.

## **1.2. Décompositions par sous-secteurs fonctionnels**

L'objet de cette section est d'identifier les niveaux et les tendances dans l'emploi par sous-secteurs fonctionnels, et d'identifier les niveaux de gouvernement gérant chaque sous-secteur.

Veillez suivre autant que possible la classification CFAP. Si vous ne le pouvez pas, veuillez fournir la classification fonctionnelle que vous avez utilisée.

Si possible, veuillez garder la même méthode de calcul entre années pour permettre la considération de tendances. Veuillez opérer à partir de toutes sources disponibles (registres de personnels, sources spécifiques à des secteurs, sources générales d'emploi, etc.). La fiche jointe sur les sources d'emploi, spécifique à votre pays, peut comporter des informations utiles.

### *1.2.1. Données de base*

Veillez compléter le tableau suivant. Si différentes sources sont utilisées pour l'« emploi total » et pour la « décomposition par niveaux de gouvernement » résultant en des totaux différents, veuillez expliquer les principales différences dans les commentaires<sup>3</sup>.

Les sous-secteurs fonctionnels décrits ci-dessous le sont à titre indicatif. Ils peuvent être remplacés par la classification qui s'applique au secteur public dans votre pays. Vous pouvez ajouter des lignes afin de préciser plus de sous-secteurs fonctionnels, selon les données dont vous disposez.

Les décompositions par niveaux de gouvernement doivent si possible suivre la présentation des Comptes Nationaux (vous pouvez ainsi supprimer la colonne États ou la colonne sécurité sociale si elles ne sont pas pertinentes). S'il est impossible de suivre la présentation des Comptes Nationaux, veuillez adapter les décompositions aux données disponibles et préciser la situation.

---

3. S'il n'est pas possible d'utiliser la même classification fonctionnelle pour les données d'emploi dans les catégories 1-2 et pour la décomposition par niveaux d'administration, vous pouvez en outre fournir deux tableaux distincts et adapter la classification fonctionnelle dans chacune de ces tables avec les données disponibles.

Dernière année disponible:

| Sous-secteurs  | Emploi dans Catégorie (1) | Emploi dans Catégorie (2) | Emploi dans le secteur des Administrations Publiques | Décomposition par niveaux de gouvernement |   |                                 |                  |
|--|---------------------------|---------------------------|--|---|---|---------------------------------|------------------|
|  |                           |                           |  | Administration Centrale/ fédérale         | États (Si présent dans les Comptes Nationaux) | Administrations infranationales | Sécurité sociale |
| Administration générale                                      |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Sécurité et ordre  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Défense  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Santé  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Éducation  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Affaires sociales  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Autres (veuillez préciser et ajouter lignes si nécessaire) : |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |
| Total  |                           |                           |  |   |   |                                 |                  |

Sources :

Commentaires :

*1.2.2. Questions sur les données: veuillez répondre aux questions suivantes en relation avec les données fournies ci-dessus.*

- a. Veuillez préciser quels secteurs suivent les définitions CFAP :
- b. L'un des sous-secteurs totaux inclut-il :
  - Fonds de Sécurité Sociale: (préciser quel sous-secteur)
  - Compagnies d'infrastructures (services postaux, électricité, chemins de fer, etc.) dans le secteur des administrations publiques : (préciser quel sous-secteur)
- c. Pour les sous-secteurs dans lesquels existent les organisations privées sans but lucratif classifiées dans le secteur des Administrations Publiques (éducation, santé, affaires sociales, etc.), veuillez préciser par quel niveau d'administration elles sont financées :

*1.2.3. Données historiques*

Veuillez fournir, si possible, le même tableau pour 2000 (ou année la plus proche) et 1995 (ou année la plus proche), en utilisant autant que possible les mêmes sources de données. Si les données historiques ne sont pas disponibles, veuillez fournir un commentaire au sujet des augmentations/diminutions d'emploi, et veuillez préciser les principaux secteurs concernés (éducation, santé, social, culture, etc.) et les types d'unités organisationnelles :

*1.2.4. Commentaires: veuillez ajouter les commentaires et interprétations que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus :*

### **1.3. Décomposition par tâches dans les sous-secteurs**

L'objet du tableau suivant est d'identifier la proportion d'employés alloués à différentes tâches dans certains secteurs.

Vous pouvez utiliser des registres de personnels et des sources complémentaires relatives à des secteurs spécifiques. Si des données ne sont pas disponibles, vous pouvez également utiliser la décomposition de la classification CITI entre employés dans l'administration (L-75) et dans des secteurs (L-80 pour l'éducation par exemple), en vous restreignant au Secteur des Administrations Publiques.

#### **1.3.1. Données de base**

Veillez compléter le tableau suivant, en précisant les proportions d'employés pour la dernière année disponible.

Les sous-secteurs fonctionnels décrits ci-dessous et la décomposition par tâches peuvent être remplacés par la classification qui s'applique au secteur public dans votre pays. Si des données sont disponibles, veuillez par ailleurs préciser des décompositions par tâches pour autres secteurs comme la police, etc.

Veillez noter que si vous avez des données partielles, vous pouvez les fournir avec des explications et des commentaires.

| Dernières années disponibles : |   |  |  |
|--------------------------------|---|--|--|
| Secteurs fonctionnels          | Tâches concernées :<br>(exemple de décomposition) | Niveau(x) d'administration qui finance <sup>4</sup>  | Veillez fournir les données que vous pouvez avoir sur l'emploi dans les unités du secteur des Administrations Publiques ou une partie, et les décompositions que vous pouvez avoir entre les catégories 1 et 2 |
| Santé                          | Médecins  | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Infirmiers (ères)                                 | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Employés dans le ministère central                | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Autre (préciser) :                                | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
| Éducation                      | Enseignants (primaire)                            | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Enseignants (secondaire)                          | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Enseignants (supérieur)                           | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Employés dans le ministère central                | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Autre (préciser) :                                | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
| Défense                        | Employés administratifs                           | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Forces armées professionnelles                    | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Conscrits   | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                | Autre (préciser) :                                | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
| Autre (ex. police) :           |   | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |
|                                |   | <input type="checkbox"/> central/fédéral <input type="checkbox"/> états <input type="checkbox"/> local |  |

Sources :

Commentaires :

### 1.3.2. Données historiques

Veillez fournir, si possible, le même tableau pour 2000 (ou année la plus proche) et 1995 (ou année la plus proche). Si des données historiques ne sont pas disponibles, veuillez fournir un court commentaire sur les principaux changements entre 1995 et 2005 :

1.3.3. Commentaires: veuillez ajouter les commentaires et interprétations que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus :

4. S'il y a plus d'un niveau qui finance une tâche, veuillez cocher les cases pertinentes et souligner le niveau d'administration qui finance le plus.

**Section 2: Unités privées qui sont majoritairement financées par des fonds publics et non classifiées dans le secteur des Administrations Publiques (catégories 3, 4 et 5)**

Cette section prend en compte la diversité des formes de contrôle et des modes de financements pour la fourniture de services, en particulier l'allocation de budgets, de subventions, de transferts indirectes de sécurité sociale (hôpitaux privés, médecins opérant dans le secteur privé) ou des bons-chèques (coupons) de paiement provenant de l'administration. Selon la classification dans votre pays du Secteur des Administrations Publiques dans les Comptes Nationaux, les catégories ci-dessous peuvent inclure l'emploi dans des hôpitaux privés, financés majoritairement par des fonds publics, des médecins opérant dans le secteur privé, certaines associations ou des entreprises privées, certaines écoles privées, qui sont directement ou indirectement subventionnées<sup>5</sup>. La caractéristique définissante est que les financements publics représentent la majorité des ressources. Les unités sans but lucratif classifiées dans le Secteur des Administrations Publiques ne sont pas incluses ici (elles ont été considérées dans la section précédente).

Dans les classifications de la Comptabilité Nationale, cette section concerne ainsi l'emploi dans les types d'unités suivants (voir Annexe Technique) :

- (3) institutions sans but lucratif au service des ménages, financées à plus de 50% par des fonds publics ;
- (4) institutions marchandes sans but lucratif, indirectement financées à plus de 50% par des fonds publics ; et
- (5) sociétés et quasi-sociétés privées à but lucratif, (indirectement) financées à plus de 50% par des fonds publics.

Cependant, les entreprises privées qui sont engagées dans des services de sous-traitance ne sont pas incluses dans ces catégories.

Les secteurs concernés sont principalement la santé, les services sociaux, l'éducation, la culture/religion et les affaires économiques. Dans certains cas, seul un faible nombre ou type d'organisations peut être concerné, mais ces organisations peuvent comprendre un nombre d'employés significatif. Veuillez utiliser des sources générales d'emploi comme des sources de données d'emploi spécifiques à certains secteurs.

---

5. En effet, certains pays classifient une partie ou la totalité de leurs écoles privées, universités, hôpitaux ou autres entités financées par des fonds publics hors du Secteur des Administrations Publiques dans les Comptes Nationaux.

**2.1. Données/informations de base**

- a. Des institutions sans but lucratif majoritairement financées par des fonds publics et classifiées en dehors du secteur des Administrations Publiques existent-elles dans votre pays ? Si oui, veuillez préciser dans quels secteurs fonctionnels (santé, services sociaux, éducation, etc.) et veuillez fournir des informations sur leurs niveaux d'emplois, pour 2005 ou la dernière année disponible. Veuillez préciser dans quels secteurs institutionnels des Comptes Nationaux elles sont classifiées (le secteur des (quasi-)sociétés ou le secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages).
- b. Des organisations privées à but lucratif majoritairement financées par des fonds publics existent-elles dans votre pays ? (« à but lucratif » signifie ici sans disposition légale interdisant le partage de profits, et cela peut ainsi comprendre par exemple certains médecins du secteur privé ou certaines entreprises subventionnées, etc.) Si oui, veuillez préciser dans quels secteurs fonctionnels (santé, éducation, etc.) et veuillez fournir des informations sur les niveaux d'emploi, pour 2005 ou la dernière année disponible.

**2.2. Historiques données**

Veuillez fournir, si possible, la même information pour 2000 (ou année la plus proche) et 1995 (ou année la plus proche), en utilisant autant que possible les mêmes sources de données. Si des données historiques ne sont pas disponibles, veuillez fournir un court commentaire sur les principaux changements entre 1995 et 2005 :

**2.3. Commentaires: veuillez ajouter tout commentaire que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus**

**Section 3: les (quasi-)sociétés publiques (6)**

Si votre pays compile un sous-secteur spécifique appelé « sociétés/quasi-sociétés publiques » dans le secteur des sociétés dans les Comptes Nationaux, ou si votre pays identifie un inventaire préexistant de sociétés publiques, veuillez suivre cette définition.

Cette catégorie n'inclut pas les producteurs marchands classifiés dans le secteur des Administrations Publiques.

**3.1. Données de base**

Veuillez compléter le tableau suivant

| <b>Catégorie 6<br/>Entreprises publiques : emploi total et<br/>décomposition par niveaux de gouvernement</b> | <b>1995 ou année la<br/>plus proche<br/>disponible :</b> | <b>2000 ou année la<br/>plus proche<br/>disponible :</b> | <b>2005 ou année la<br/>plus proche<br/>disponible :</b> |
|--|--|--|--|
| <b>Total</b>   |  |  |  |
| Administration centrale/fédérale   |  |  |  |
| États fédérés (Si présent dans les Comptes Nationaux)  |  |  |  |
| Administrations locales  |  |  |  |

Sources :

Commentaires :

Si vous avez une décomposition par sous-secteurs (défense, économiques affaires, santé, etc.) ou une décomposition par type financières/non financières, veuillez la fournir :

**3.2. Commentaires : veuillez ajouter tout commentaire que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus**



## Section 4: Services sous-traités (7) et concessions (8)

### 4.1. Information sur le recours à des services sous-traités (Catégorie 7)

Dans de nombreux pays, le recours à de la sous-traitance de services s'est étendue durant la dernière décennie. Cependant, cette situation varie par type de fonction et de secteur.

Dans cette question, l'investissement ou les dépenses en capital ne sont pas prises en compte. Les informations peuvent correspondre à des dépenses de consommation intermédiaire.

#### 4.1.1. Données de base

Veillez préciser dans quels secteurs vous pensez que la plupart ou une proportion très significative des fonctions/tâches suivantes sont sous-traitées par des unités du secteur des Administrations Publiques. Veillez adapter les classifications si vous le souhaitez (en particulier si vous identifiez des domaines spécifiques).

|   |   |
|---|---|
|   | Veillez fournir dans les espaces ci-dessous toute donnée dont vous disposez qui évaluerait le poids des services sous-traités dans les secteurs de la colonne de gauche, soit en termes financiers soit en termes d'emplois supprimés dans le processus de sous-traitance (quantitative ou qualitative) |
| Administration générale                   |   |
| Sécurité et ordre (prisons, police, etc.) |   |
| Santé                                     |   |
| Éducation                                 |   |
| Autre secteur (veuillez préciser) :       |   |

Sources :

Commentaires :

4.1.2. Commentaires : veuillez ajouter tout commentaire que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus. La situation a-t-elle significativement évolué durant les 10 dernières années ?

**4.2. Information sur les concessions et infrastructures (Catégorie 8)**

L'objet de cette section est de décrire quelles sortes d'infrastructures relèvent du secteur des Administrations Publiques, des entreprises publiques ou des concessions de monopole légal au secteur privé. Les différents arrangements peuvent expliquer d'importantes différences dans les données d'emploi, et sont peu documentées au niveau international. Les secteurs pour lesquels les données sont demandées le sont à titre illustratif et non exhaustif.

*4.2.1. Données de base*

Veillez compléter le tableau suivant pour les périodes les plus récentes. Si les services suivants sont fournis par des sociétés privées marchandes, vous pouvez le préciser mais ne pas fournir de nombre. S'ils sont fournis par des infrastructures classifiées dans le secteur des Administrations Publiques, par des sociétés publiques ou par des concessions de monopole légal, veuillez cocher les cases pertinentes et fournir des données d'emploi dont vous disposez pour la dernière année disponible.

| Type d'activités, vous pouvez modifier la classification ci-dessous: | ces services sont-ils principalement fournis par:   | Veillez fournir des données d'emploi données dont vous disposez pour la dernière année disponible | Veillez ajouter tout commentaire sur la distribution de ces services, en particulier si vous n'avez pas rempli de données d'emploi à la colonne de gauche |
|--|---|---|---|
| Distribution d'eau   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Distribution de gaz  | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Électricité/énergie  | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Traitement des déchets   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Services Postaux   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Chemins de Fer   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Autoroutes   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Aéroports et ports   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Télécommunications   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Fonds de pensions (hors sécurité sociale obligatoire)                | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |
| Autre, veuillez préciser :   | <input type="checkbox"/> Infrastructures dans le secteur des APU <input type="checkbox"/> sociétés publiques <input type="checkbox"/> concessions |   |   |

Sources :

Commentaires :

*4.2.2. Changements récents*

Veillez préciser si des producteurs marchands classifiés dans le secteur des Administrations Publiques ou des entreprises publiques ont été privatisés, convertis en concessions, etc. durant la dernière décennie. Veillez préciser un nombre approximatif d'employés concernés :

*4.2.3. Commentaires : veuillez ajouter les commentaires que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus*

**Section 5: Informations supplémentaires et sources d'information pour la partie I**

**5.1. Sources**

Veillez préciser les sources utilisées et si elles ont été combinées.

**5.2. Autre commentaires**

Autres remarques/informations que vous souhaitez partager :

**PARTIE II: DONNÉES AGRÉGÉES DE COÛTS SALARIAUX ET DE MASSE SALARIALE**

Cette partie concerne:  
 (1-2) Le secteur des Administrations Publiques

Si vous ne disposez pas de ces données, veuillez transmettre ces questions à des sources statistiques appropriées, qui peuvent être par exemple le bureau des statistiques, le ministère des Finances, ou des agences spécifiques.

Veuillez si possible suivre les définitions suivantes. Si vous répondez à cette question en utilisant à la place des coûts totaux du travail (*i.e.* incluant tous les coûts volontaires) ou des prestations sociales en nature, veuillez l'indiquer.

**Coûts salariaux totaux:** Cela inclut toutes les contributions obligatoires de l'employeur aux assurances sociales et les contributions volontaires payées au nom des employés.

**Masse salariale:** Cela représente l'ensemble des salaires et autres rémunérations payés en cash dans un année donnée, avant une éventuelle déduction d'impôts sur le revenu, les paiements aux diverses assurances sociales ou de chômage et autres systèmes de pension payés par les employés. À l'inverse des coûts salariaux totaux, cela exclut les contributions obligatoires de l'employeur aux assurances sociales ainsi que les contributions volontaires payées au nom des employés.

**1.1. Données**

Veuillez compléter les tableaux suivants

Devise utilisée :

|  | <b>1995 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2000 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2005 ou année la plus proche disponible :</b> |
|--|--|--|--|
| <b>Total Secteur des Administrations Publiques</b> |  |  |  |
| Masse salariale                                    |  |  |  |
| Coûts salariaux                                    |  |  |  |

|   | <b>1995 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2000 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2005 ou année la plus proche disponible :</b> |
|---|--|--|--|
| <p>Décomposition par niveau de gouvernement si nécessaire, vous pouvez adapter la décomposition de niveaux de administrations pour suivre la décomposition des niveaux d'emplois (partie 1), (y compris en ajoutant le secteur de la sécurité sociale).</p> <p><b>Administration centrale ou fédérale</b></p> <p style="padding-left: 20px;">Masse salariale</p> <p style="padding-left: 20px;">Coûts salariaux</p> <p><b>États fédérés (si présent dans les Comptes Nationaux)</b></p> <p style="padding-left: 20px;">Masse salariale</p> <p style="padding-left: 20px;">Coûts salariaux</p> <p><b>Administrations locales</b></p> <p style="padding-left: 20px;">Masse salariale</p> <p style="padding-left: 20px;">Coûts salariaux</p> |  |  |  |

| <b>Décomposition par sous-secteurs fonctionnels</b> (Les sous-secteurs fonctionnels décrits ci-dessous le sont à titre indicatif; cette liste peut être remplacée par la classification qui s'applique au secteur public dans votre pays). |  |  |  |
|--|--|--|--|
|  | <b>1995 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2000 ou année la plus proche disponible :</b> | <b>2005 ou année la plus proche disponible :</b> |
| <b>Santé</b>   |  |  |  |
| Masse salariale  |  |  |  |
| Coûts salariaux  |  |  |  |
| <b>Éducation</b>   |  |  |  |
| Masse salariale  |  |  |  |
| Coûts salariaux  |  |  |  |
| <b>Police</b>  |  |  |  |
| Masse salariale  |  |  |  |
| Coûts salariaux  |  |  |  |
| <b>Défense</b>   |  |  |  |
| Masse salariale  |  |  |  |
| Coûts salariaux  |  |  |  |
| <b>Autre (préciser):</b>   |  |  |  |
| Masse salariale  |  |  |  |
| Coûts salariaux  |  |  |  |

Sources:

Commentaires:

**1.2. Cohérence**

Veillez préciser si les données de masse et coûts salariaux correspondent aux données d'emploi fournies dans la partie 1 :

Si non, veuillez fournir des estimations des différences correspondantes (en nombres de employés concernés ou en masse salariale correspondante) :

**1.3. Déductions**

Veillez préciser les taux (moyens) de déduction d'impôts sur le revenu, de paiements aux divers systèmes d'assurances sociales ou d'assurance-chômage et autres systèmes de pensions payés par les employés :

**1.4. Commentaires**

Veillez ajouter les commentaires que vous souhaitez sur les données fournies ci-dessus

## ANNEXE TECHNIQUE

### Catégories de données collectées

La clef pour comprendre la Partie I est qu'elle cherche à recueillir des données/informations sur chacune des huit catégories de l'emploi dans le domaine public, qui peuvent ensuite être combinées pour former les sous-domaines clef de public emploi. Nous nous alignons sur les classifications par secteurs institutionnels utilisés dans les Comptes Nationaux (voir Tableau 1 ci-dessous pour les correspondances) et mettons l'accent sur les types d'unités. Nous laissons en outre la possibilité dans le questionnaire de répondre avec des nombres agrégés si certaines décompositions ne sont pas disponibles. Les catégories pour la collecte de données dans le questionnaire sont :

1. Le secteur des Administrations Publiques (par exemple les ministères centraux, des agences publiques indépendantes, les écoles publiques et les hôpitaux publics, les producteurs gouvernementaux comme des imprimeries nationales ou des unités d'infrastructures qui n'ont pas de séquence de comptes totalement séparée et restent intégrées avec les unités administratives qui les possèdent, ou les fonds de Sécurité Sociale) à l'exception des institutions privées sans but lucratif.
2. Les institutions privées sans but lucratif classifiées dans le Secteur des Administrations Publiques (par exemple des organismes privés sans but lucratif dans les domaines de l'éducation, la santé ou la protection sociale, totalement ou majoritairement financés par l'administration et classifiés dans le secteur des Administrations Publiques).
3. Les institutions sans but lucratif au service des ménages financées à plus de 50% par des fonds publics (par exemple certaines organisations fournissant des services sociaux ou dans le secteur de l'éducation ou culturel).
4. Les institutions marchandes sans but lucratif indirectement financées à plus de 50% par des fonds publics (par exemple les hôpitaux privés sans but lucratif majoritairement financés par des transferts de sécurité sociale).
5. Les sociétés et quasi-sociétés privées à but lucratif, financées à plus de 50% par des fonds publics (par exemple des médecins libéraux, certaines entreprises privées subventionnées).
6. Les entreprises publiques: (quasi-)sociétés publiques : elles sont impliquées dans une production marchande ; ceci exclut les producteurs marchands classifiés dans le secteur des Administrations Publiques.
7. Les sous-traitants: certaines informations sont également demandées concernant le type de services sous-traités.
8. Les concessions : elles sont privées, impliquées dans une production marchande, et bénéficient d'accords spéciaux dans la production de services monopolistiques (par exemple, en fonction des arrangements dans les pays : distribution d'eau, d'électricité, autoroutes, services postaux, etc.).



Le Tableau 1 ci-dessous décrit les classifications principales, et montre comment les quatre sous-domaines sont construits à partir de classifications cohérentes avec le SCN, et aussi comment les données collectées dans les huit catégories peuvent être agrégées pour fournir les nombres totaux d'employés dans ces sous-domaines.

Quelques aspects spécifiques de la collecte de données pour les catégories sont :

- Les données de la Catégorie 1 (Secteur des Administrations Publiques à l'exception des institutions privées sans but lucratif) correspondent à (i), comme mentionné dans l'introduction. Cela inclut des unités gouvernementales, des producteurs marchands ou encore les fonds de Sécurité Sociale, à chaque niveau de gouvernement (central/fédéral, états fédérés, local, etc.). Ces données sont proches de la conception du secteur des Administrations Publiques dans les Comptes Nationaux: cependant, cela exclut l'emploi dans des institutions privées sans but lucratif (comme des écoles privées ou des hôpitaux privés, ainsi que d'autres associations privées), et ce même si elles sont majoritairement financées et considérées comme étant « contrôlées » par des unités gouvernementales, et ainsi dans certains cas classifiées dans le secteur des Administrations Publiques.
- Les données des Catégories 1 + 2 correspondent au Secteur des Administrations Publiques au sens des Comptes Nationaux.
- Les données des Catégories 2, 3, 4 et 5 correspondent au sous-domaine (ii). Elles concernent les employés de institutions privées majoritairement financées par des fonds publics, excluant des entreprises privées sous-traitantes, qui ne sont pas inclus dans ces catégories.
- Les données de la Catégorie 6 correspondent au sous-domaine (iii). Ceci ne doit pas inclure les marchands producteurs classifiés dans le Secteur des Administrations Publiques.
- Les données des Catégories 7 et 8 correspondent au sous-domaine (iv).

### **Problèmes auxquels cette étude répond**

De nombreuses sources sur l'emploi public existent, mais aucune ne fournit des données comparables au niveau international. De nombreux pays tendent à se référer à une source de données nationale pour l'emploi public, qui a sa propre définition d'employés « publics » ou d'employés de l'administration, même si cette source ne correspond pas à la classification du SCN. Les données fournies par pays sont ainsi incohérentes avec la classification du SCN, et les champs couverts par les données d'emploi varient entre les pays.

Même à l'intérieur de ces définitions spécifiques aux pays, il y a des questions particulières qui se posent concernant des institutions sans but lucratif contrôlées par gouvernement, en particulier concernant l'interprétation entre les pays de « contrôle » par le gouvernement des institutions sans but lucratif financées majoritairement par le gouvernement et les modes de financement de ces organisations. Différentes interprétations peuvent conduire à classifier à l'intérieur ou à l'extérieur du secteur public (au sens des Comptes Nationaux) certaines organisations qui sont largement impliquées dans la fourniture de services et totalement ou majoritairement financées par le gouvernement. Cela peut inclure un nombre significatif d'employés.

Cette étude suit une nouvelle méthodologie qui permet de rassembler des données internationalement comparables sur l'emploi public et sur l'emploi dans le « domaine public » entre les pays, avec des coûts pour les pays membres relativement mineurs. Cette méthodologie est cohérente avec les définitions et pratiques des Comptes Nationaux. Cette nouvelle enquête prend en compte des nouvelles formes de gouvernance (agences/organisations qui peuvent être exclues des listes classiques de personnel travaillant dans les organisations publiques, ou alors unités qui peuvent avoir leur propre budget et séquences de comptes), ainsi que des modes différents de fourniture de services, en particulier à travers des unités privées ou à forme associative, financées par l'administration (en particulier dans les domaines de l'éducation, de la santé et des services sociaux), qui agissent « pour le compte » de l'administration et qui sont inclus dans les données financières des Comptes Nationaux.

**Tableau 1: Emploi dans le domaine public (défini par financement et propriété)<sup>6</sup>**

|   |   |   |  |  |  |  |  |  |  |   |                               |
|---|---|---|--|--|--|--|--|--|--|---|-------------------------------|
| SCN   | Classifications fiscales (et classification pertinente du SCN)  | Secteur des Administrations Publiques (S.13)  |  |  |  | Partie du secteur des institutions sans but lucratif au service des ménages (Partie de S.15)                     | Partie du secteur des Sociétés et quasi Sociétés (Partie de S.11 et S.12)  |  |  |   |                               |
|   | Entités organisationnelles couvertes                            | Unités gouvernementales et autres unités publiques non-marchandes: Administration Générale, défense, et sous-secteurs fonctionnels  | Producteurs marchands classifiés dans le secteur des APU | Fonds de Sécurité Sociale <sup>7</sup> | Institutions sans but lucratif privées non-marchandes financées (>50%) et "contrôlées" par des unités gouvernementales   | Institutions sans but lucratif non-marchandes financées (>50%) et non contrôlées par des unités gouvernementales | Institutions sans but lucratif marchandes indirectement financées par des fonds publics (>50%) (dans la plupart des cas par la sécurité sociale) | Sociétés et quasi sociétés (et institutions) (à but lucratif) financées par des fonds publics (>50%)   | Sociétés et quasi sociétés publiques (entreprises publiques) | Sous-traitants  | Concessions de monopole légal |
| <b>Catégories pour la collecte de données dans le questionnaire</b>                 |   | Données Catégorie 1   |  |  | Données Catégorie 2  | Données Catégorie 3  | Données Catégorie 4  | Données Catégorie 5  | Données Catégorie 6  | Données Catégorie 7   | Données Catégorie 8           |
| <b>Classification proposée:</b><br>Sous-domaines de l'emploi dans le domaine public |   | <b>Sous-domaine (i): Employés dans la délivrance directe de services dans le domaine public</b><br><br>(délivrances par des unités publiques financées par des fonds publics) |  |  | <b>Sous-domaine (ii): Employés dans la délivrance indirecte de services dans le public domaine</b><br><br>(délivrances par des unités privées financées par des fonds publics) |  |  | <b>Sous-domaine (iii): Employés dans la délivrance par des entreprises publiques de services dans le domaine public</b><br>(délivrance marchande par des unités publiques) |  | <b>Sous-domaine (iv): Employés dans la délivrance dévolue de services dans le domaine public</b><br>(délivrance marchande par des unités privées) |                               |
| Base conceptuelle   | Responsabilité contingente de l'administration?                 | Certainement  | Certainement   | Très probable                          | Très probable  | Très probable  | Très probable  | Probable   | Possibilité  | Possibilité   |                               |
|   | Salaires financés à partir du budget?                           | Oui   | Indirectement (taxes obligatoires)                       | Indirectement                          | Indirectement  | Indirectement  | Indirectement  | Non  | Non  | Non   |                               |
|   | L'administration est-elle définie légalement comme l'employeur? | Oui   | Pas dans tous les cas                                    | Non                                    | Non  | Non  | Non  | Non (dans la plupart des cas)  | Non  | Non   |                               |
|   | Entité sujette au jour le jour au contrôle de l'administration? | Oui   | Oui  | Non                                    | Non  | Non  | Non  | Non  | Non  | Non   |                               |

6. Ces données d'emploi seront liées aux statistiques financières des Comptes Nationaux et seront comparées à l'emploi salarié dans toute l'économie. Les différences dans les mesures de l'emploi (équivalents temps plein, nombres d'employés, etc.) entre les différentes parties du domaine public sont ainsi importantes à préciser.

7. Si les fonds de Sécurité Sociale financent des organisations privées classifiées dans S.13, ces dernières seront incluses dans la Catégorie 2 (dans la première table à la section 1.1.1, elles seront incluses à la ligne « sécurité sociale », colonne « Catégorie 2 ».)